

LE REPORTER

FÉVRIER 2005

VOL. 6 N° 3

RELIGION ET SOCIÉTÉ

Dans ce numéro :

Religion et société

Un Bien qui fait du mal et
un mal qui fait du bien p.2

Le Tsunami de Dieu p.3

Un Mur qui trouble des juifs à
Montréal p.4

Le Risque de tomber de haut p.5

L'Enseignement religieux confessionnel :
Un Anachronisme p. 6-7

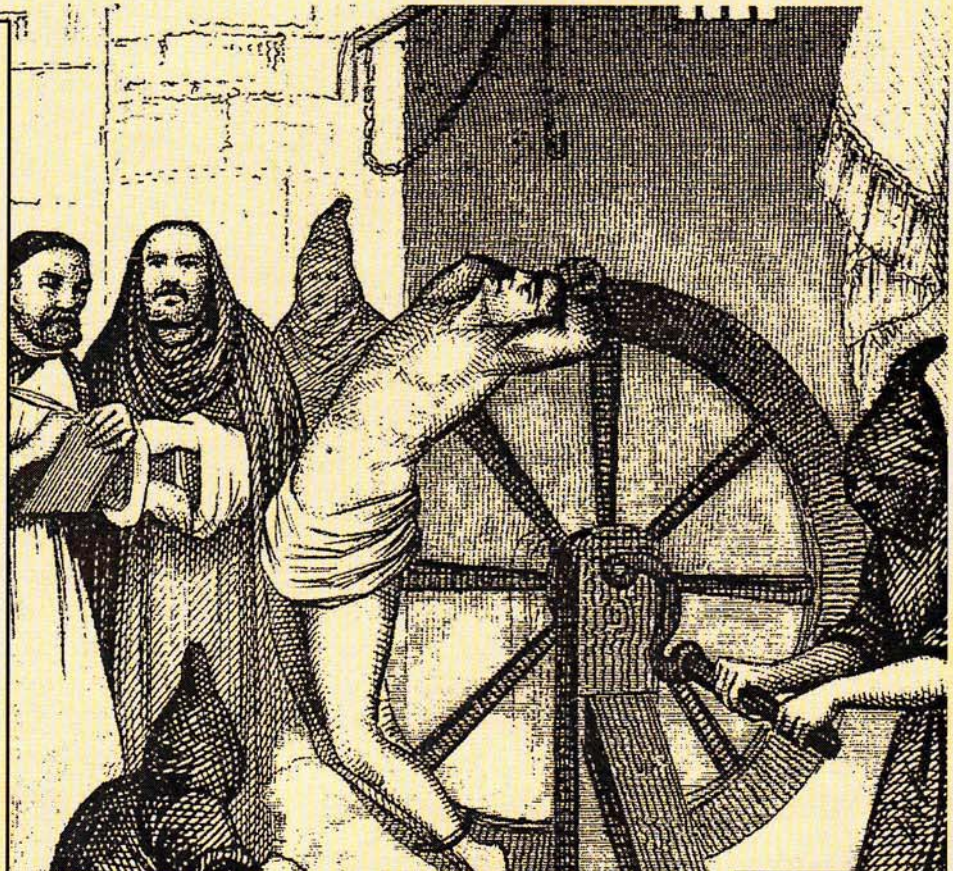
Nous sommes tous des terroristes
potentiels p.8

La Jonction

La Recette de la tribune téléphonique.....p.9

Culture et religion

Le Ramadan p.10



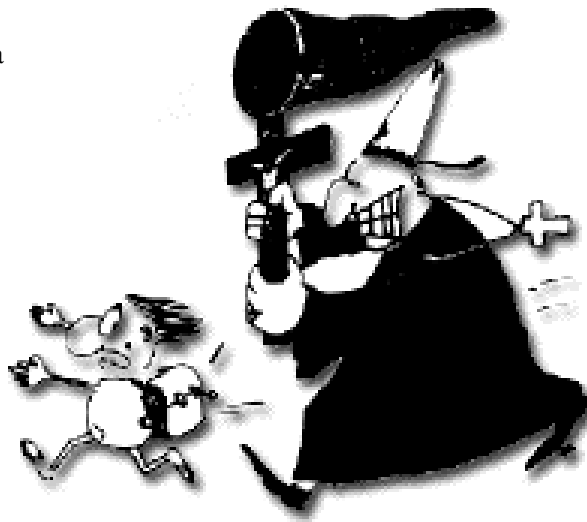
UN BIEN QUI FAIT DU MAL ET UN MAL QUI FAIT DU BIEN

JULIE DEMERS

Religion vient du latin religio qui signifie " attention scrupuleuse, vénération ", de relegere " recueillir, rassembler ". "Reconnaissance par l'être humain d'un pouvoir ou d'un principe supérieur de qui dépend sa destinée et à qui obéissance et respect sont dus ... " Philosophie vient du latin et signifie " toute connaissance par la raison ". " Ensemble des études, des recherches visant à saisir les causes premières, la réalité absolue ainsi que les fondements des valeurs humaines, et envisageant les problèmes à leur plus haut degré de généralité."

Lors de ma quête concernant la religion, j'ai découvert une thèse qui répondait en partie à mes questions.

Pourquoi les humains ont-ils besoin de religion ? Ressentent-ils le besoin d'avoir un guide ? Ne peuvent-ils se fier à eux-mêmes pour savoir quel est le bien, quel est le mal ? La réponse se trouve dans ces trois dernières questions. Mais, étant donné que l'Homme a prouvé à maintes reprises, dans ses gestes du passé comme dans ceux du présent, sa nature destructrice et cupide. La réponse ne se trouverait-elle pas plutôt dans la philosophie ?



Voici donc une des réponses plausibles :

" Une religion naît de l'exploitation du désarroi dans lequel se trouve plongé l'homme rationnel face au silence de l'Univers, face au néant absurde de l'existence. On donne un sens pour mieux fédérer les hommes d'une même communauté, pour leur permettre d'accepter un système de règles communes. "

Mais alors pourquoi l'homme ne se tourne-t-il pas alors vers Dieu, sans tout l'arsenal religieux ?

Finalement, pourquoi pas se tourner vers la philosophie qui tente d'expliquer les fondements des valeurs humaines, tout en nous laissant raisonner sans nous imposer des dogmes?

La religion serait plutôt une névrose universelle, un bien qui fait du mal en raison de ses répercussions : "Russel rappelant les guerres de religion et l'Inquisition, considérait que les Églises chrétiennes font partie, dans l'histoire de l'humanité, de ce qu'il a existé de plus dépravé."

Ma conclusion est donc que la philosophie est la thérapie de l'âme.

LE TSUNAMI DE DIEU

DANIEL DESCHÊNES

La religion, à l'image de Dieu, est partout. Dans la guerre en Irak, le financement d'écoles privées au Québec ou l'analyse des causes du tsunami. Internet permet la diffusion rapide d'informations, et les groupes religieux ne se gênent pas pour analyser, à la lumière de leur foi, la signification du tsunami. Survol.

Les Born Again Christians, dont le plus illustre représentant est George W. Bush, croient que le tsunami est l'aspect tangible de la colère divine envers les hérétiques (yellow unbelievers). Le site landoverbaptist.org estime que Dieu " n'avait pas atteint son quota de victimes à faire frir éternellement en enfer, et a déchaîné le tsunami pour y arriver " (nous traduisons). De plus, les Baptistes précisent que Dieu voulait faire la une du journal. Il a donc rejoué une version moderne de Noé en tuant des gens vivant dans des pays " réputés pour la torture des chrétiens ".

Au Maroc, le Parlement est divisé en deux clans :

les islamistes et les laïcs progressistes. Les progrès de la démocratie y sont lents. Le tsunami a fourni une occasion en or pour diviser le pays. Le quotidien islamiste At-Tajdid affirme que Allah a montré sa rage contre la dépravation sexuelle. Le journaliste invite les Marocains à ne pas croire que les catastrophes n'arrivent qu'aux autres. Il les prévient que l'éloignement de la société marocaine traditionnelle (lire, le chemin vers la laïcisation) pourrait provoquer des catastrophes divines au pays de Casablanca. Depuis la parution de cet éditorial, les ONG marocaines vouées à la liberté et à la lutte contre la haine combattent cette vision qu'elles jugent " obscurantiste ".

Certains rabbins juifs ont comparé Phuket à Sodome et Gomorrhe, ville de pécheurs dont on a pris le nom pour le donner à une pratique sexuelle interdite par la religion.

Phuket est effectivement le haut-lieu du tourisme sexuel. Selon le quotidien L'humanité, près de deux millions de personnes sont employées dans ce commerce, pourtant encore illégal en Thaïlande. De là à conclure à un châtime, il n'y a qu'un pas, que quelques-uns ont franchi allègrement.

Des chefs conservateurs hindous ont aussi utilisé l'angle du sacré pour analyser la catastrophe. Certains ont vu dans le tsunami une punition divine contre l'arrestation d'un important leader religieux hindou, Shankaracharya Jayendra Saraswathi, accusé de meurtre. Comme il habitait l'état du Tamil Nadu, et que celui-ci compte le



plus grand nombre de morts, la thèse d'une intervention divine apparaît évidente à certains. D'autres hindous ont vu dans le tsunami une vengeance contre les missionnaires chrétiens, de plus en plus nombreux en Inde. Là encore, le jour choisi par Dieu ne serait pas une coïncidence (26 décembre, lendemain de Noël).

On le voit bien, certains hommes de foi dans le monde

ont réagi fortement aux morts qui se sont empilés en Asie du Sud-Est. Mais leurs théories se contredisent les unes par rapport aux autres. C'est toujours le voisin, l'autre, le différent, l'inconnu, qui est coupable du péché originel.

Et surtout, les explications religieuses confirment la place encore importante du fondamentalisme dans nos sociétés. Dans cette guerre des doctrines, les États-Unis, *one nation under God*, sont des acteurs de premier plan. Ils financent les organismes de charité basés sur la foi. Ils modifieront la constitution en se fondant sur des interprétations bibliques interdisant les mariages gais et l'avortement. Et, comme le précisait Condoleeza Rice, l'armée pourrait viser la Corée du nord ou l'Iran qui représentent une menace à la liberté sacrée de l'Amérique.

UN MUR QUI TROUBLE DES JUIFS À MONTRÉAL

ISMAËL HOUDASSINE

La construction d'une clôture dite de " sécurité " qui sépare les Israéliens des Palestiniens est en Israël un sujet qui réveille les passions. La communauté juive de Montréal, malgré son appui inconditionnel à l'État hébreu, reste partagée. Oui pour une barrière assurant la sécurité des individus, mais pas à n'importe quel prix, semblent dire quelques personnalités de la dite communauté.

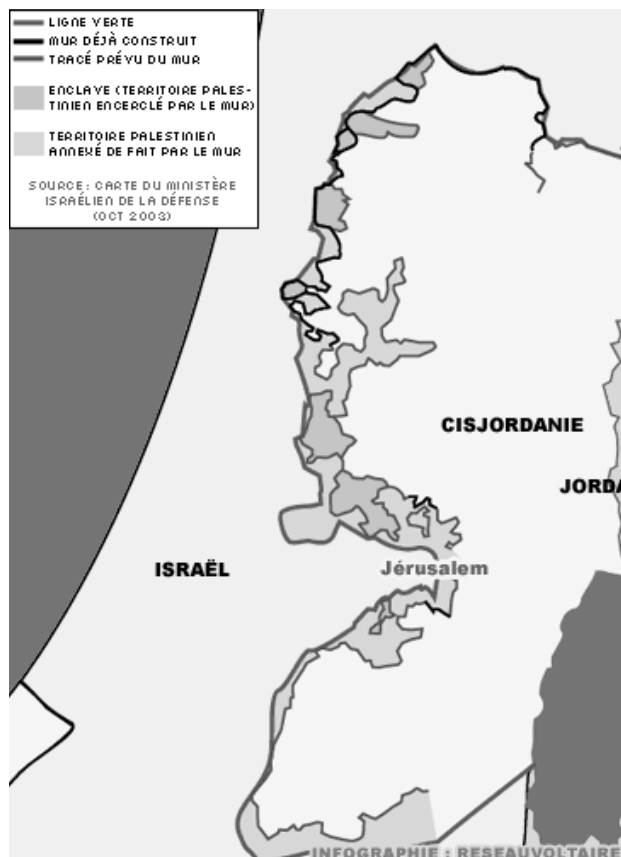
Les conséquences du mur

C'est en 1996 qu'Israël envisage pour la première fois un plan visant à enrayer les infiltrations de kamikazes à partir du centre et du nord de la Cisjordanie. À la suite d'une forte augmentation des attentats perpétrés par des Palestiniens au printemps 2002, le Conseil des ministres israéliens approuve, le 14 avril, la décision de construire un tronçon de 80 kilomètres.

Afin de valider le projet d'un retrait unilatéral, le Conseil entérine, le 1er octobre 2003, un tracé complet qui formera une ligne continue s'étendant sur 720 kilomètres le long de la Cisjordanie. D'après le ministère de la Défense, ce mur est " une mesure de sécurité " et " ne constitue pas une frontière politique ou autre. "

D'après Amnesty International, près d'un million de Palestiniens des Territoires occupés sont directement affectés par le mur, qui viole leurs droits fondamentaux. Ce mur a sur la vie de centaines de milliers d'entre eux des conséquences graves.

Des organisations pacifistes israéliennes comme B'tselem ou La Paix Maintenant affirment que si Israël avait l'intention de se protéger des kamikazes, il construirait la clôture le long de la Ligne verte - frontière d'avant 1967 reconnue par la communauté internationale - et non pas à l'intérieur de la Cisjordanie qu'Israël accapare à 16,6% de sa superficie.



Le 9 juillet 2004, la Cour internationale déclare, dans un avis non contraignant, que le mur est contraire au droit international. Camouflet d'autant plus cuisant pour le gouvernement Sharon que le 30 juin 2004, la Cour suprême d'Israël, tout en admettant le rôle vital du mur pour la sécurité des Israéliens, estimait que le tracé est illégal et source de souffrances pour les Palestiniens.

Rencontres à Montréal

Le Canada compte une forte communauté juive dont les structures sociales et religieuses sont assez bien développées. C'est à Montréal qu'est venue s'installer la première communauté d'Amérique du Nord il y a de cela maintenant deux siècles.

Première minorité non chrétienne à cohabiter avec les Québécois francophones à majorité catholiques et avec les anglophones protestants. Aujourd'hui, la communauté juive de Montréal s'est modifiée. Elle compte 101 000 personnes, soit 3,3 % de la population de la ville, ce qui fait d'elle la deuxième communauté juive du Canada et la onzième sur le continent. Une diversité qui fait en sorte que les avis ne sont pas toujours unanimes.

Suite page 11

LE RISQUE DE TOMBER DE HAUT

VALÉRIE DURAND

Religion : " Reconnaissance par l'être humain d'un pouvoir ou d'un principe supérieur de qui dépend sa destinée et à qui obéissance et respect sont dus. " (Nouveau Petit Robert, première définition)

Après s'être battus pour réclamer nos droits et notre liberté de choisir, la religion a-t-elle encore sa place dans la société québécoise d'aujourd'hui? La réponse est partagée. Bien que certains y trouvent encore refuge, il faut prendre conscience des conséquences majeures qui en découlent, et surtout, savoir différencier la religion de nos réelles aspirations.

Une collègue me révélait avoir rencontré quelqu'un qui, en la fréquentant, réalisait de plus en plus ce qu'il manquait à cause de son orientation religieuse imposée par sa famille ultra croyante. Cette réalité peut paraître étonnante, mais elle est plus fréquente qu'on ne le pense. Le christianisme conserve sa première place parmi les grandes religions mondiales avec 1,7 milliards de fidèles. Pourvues d'une incontestable expérience, elles constituent d'extraordinaires structures intellectuelles et la philosophie de vie qu'elles proposent convient à certains individus.

De générations en générations, les valeurs sont inculquées et partagées. Les descendants des familles catholico-correctes d'autrefois ont recours à la religion, qui fournit une morale, une ligne de conduite à suivre, par question d'insécurité. Nourris au manque de confiance en eux, les êtres humains ont besoin de croire en des valeurs solides pour surmonter la peur, la souffrance et la mort, toutes trois utilisées dans la manipulation religieuse.

Au Québec, société dite évoluée depuis sa libération de

la grande noirceur duplessiste, affirmer avoir confiance en soi est encore jugé prétentieux. Avec toutes ses manipulations et sa volonté de contrôle, la religion catholique a perdu plusieurs voix québécoises. Mais là ne s'arrêtent pas les conséquences. On remarquera que les guerres de religions, institutions qui ironiquement prônent la paix universelle, sont de plus en plus nombreuses. La mondialisation religieuse n'intéresse pas les pions. On réclame la liberté de nos choix, on révoque le droit d'être soi-même, dans sa religiosité comme dans sa laïcité. Ayant perdu foi en la religion, la société post-

moderne s'en écarte et on constate un repli sur soi des individus. L'individualisme grim pant en flèche, il retombera de haut. Le manque de valeurs communes et d'estime de soi, provoqué par des relents religieux profondément ancrés, ont pour conséquence la formation de tribus, petits groupes éphémères partageant les mêmes idéaux.

Religieusement parlant, ces tribus se présentent sous forme de sectes, dont on connaît le négativisme. Si les représentants de Dieu avaient su montrer plus d'honnêteté (combien de scandales sexuels religieux éclatent depuis quelques années?), avaient été moins

oppressants envers les femmes et moins contrôlant sur la vie de couple, peut-être y aurait-il plus de fidèles dans les églises aujourd'hui.

Il y a une alternative positive à la religion : la spiritualité. Construite à partir de ses expériences personnelles et permettant d'orienter sa vie et ses choix selon une philosophie qui est propre à chacun, elle est plus difficilement atteignable, car elle n'est pas dictée, ni tracée universellement à l'avance. On ne doit rien à personne si ce n'est qu'à soi-même. C'est le regard interne qui permet de trouver le sens qu'on souhaite donner à sa vie.

*On réclame
la liberté de nos choix,
on révoque
le droit d'être soi-même,
dans sa religiosité
comme dans sa laïcité*

L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX UN ANACHRONISME

AUDREY

Un sondage mené en juin 2004 par le Centre de recherche et d'information sur le Canada démontre qu'une majorité de Québécois souhaiteraient qu'on renseigne les enfants sur toutes les grandes religions du monde, alors que seulement 19 % voudraient qu'on enseigne aux enfants seulement la religion chrétienne parce que c'est celle à laquelle adhère la majorité des gens de ce pays. Évêques, le temps est venu de retourner à vos prières - ce que vous faites de mieux - et nous, à notre démarche de laïcisation.

" Il n'y a aucune religion dans le monde qui montre aussi bien que le christianisme est le fondement même de l'amour entre les humains par le biais du partage et du pardon ", plaide un lecteur du quotidien *Le Devoir* en faveur des cours de religion dans les écoles. Telle était, en effet, la mission du clergé il y a de cela mille ans... Allez savoir ce que l'Église en a fait... de cette belle moralité; là, c'est une autre histoire.

Contradictoire... Intolérante... Conformiste... Obtuse... Coupable? Si l'Église faisait preuve d'un peu plus d'humanité; si les religions cessaient d'interdire et si les prêtres osaient enfin admettre que la revue érotique *Playboy* se cache très bien sous leurs matelas, il serait plus facile pour nous, jeunes adultes, de poser le pied dans une église sans somnoler ou de s'entretenir avec un prêtre de nos déboires amoureux sans crainte de nous voir refuser l'absolution. S'élever contre l'enseignement de la religion dans les écoles, c'est surtout réfuter avec hargne les idées obsolètes tant défendues par les institutions et les groupes religieux.

Beaucoup s'y opposent également parce qu'ils reconnaissent la grande diversité ethnique de la société tandis que les autres prônent la liberté de choix. Imaginez qu'il y ait dans les écoles une bande de protestants, une bande de catholiques, une bande de témoins de Jéhovah et une autre de musulmans! La menace de voir se diviser le milieu scolaire est bien réelle.

" Les lois faites par les humains essaient tant bien que mal d'unifier tout ce beau monde, mais ce sera difficile tant que la petite flamme qui oscille dans chaque individu ne livre pas le même message ", défend Andréa

Richard, auteur d'un livre intitulé *Au-delà des religions*. " Toutes les religions comportent des ferments de guerre; l'histoire le prouve. Toutes les religions ont à leur base une doctrine erronée. Est-ce cela que nous voulons pour nos jeunes de demain? ", ajoute-elle. Un cours de sociologie des religions; certainement, compte tenu de la réalité actuelle, mais un cours de religion d'approche confessionnelle; plus jamais!

Les religions façonnent les extrémistes et suscitent d'importants conflits à l'échelle planétaire.

Souvenons-nous de la guerre de cent ans, de l'exécution de Jeanne d'Arc en 1432 par l'Église catholique - pour ne citer qu'elle -, de la nuit tragique de la Saint-Barthélemy, du terrorisme qui sévit actuellement sur la planète, quelle aberration!

Si l'Église a pu, jadis, endoctriner librement les habitants des villes et des villages, la réalité présente un tout autre visage aujourd'hui : le christianisme occupe de moins en moins de place dans la vie des jeunes. Le monde évolue, change et se transforme. Preuve à l'appui : la population débat aujourd'hui de la non pertinence des cours de religion dans les écoles du Québec. Bien que la religion catholique, entre autres, recèle à la base une forme de moralité, c'est sans grand regret que les hommes d'Église se plaisent à transformer les écrits de la Bible à leur avantage, c'est le moins qu'on puisse dire... Après tout, n'existe-il pas assez de mosquées et d'églises où vanter la parole du " tout puissant " ?




C'est en juillet 2005 que le gouvernement devra trancher. Vu l'importance du débat, il n'est pas surprenant qu'un colloque ait eu lieu le 29 octobre 2004 à l'Université de

LE JEUX CONFESSIIONNEL : L'IRONISME ...

Y MAJOR

Montréal intitulé : religion, éthique et citoyenneté à l'école. Experts, catholiques, protestants, juifs, laïcs, musulmans; toute une brochette d'invités! " L'humain n'a pas à s'en remettre à Dieu pour régler les problèmes d'environnement et de misère! Il doit s'en remettre à l'éthique, à la science, à l'entraide et à l'humanisme! ", défendaient quelques-uns des participants. Cela fait plus de quarante ans que la société a soif de laïcité. Fort heureusement, le Québec semble prêt à séculariser ses institutions. " L'élément de base sur lequel s'appuie le Mouvement laïque québécois (MLQ) pour fonder la nécessité d'un système scolaire laïque est le respect des droits fondamentaux de tous tels qu'exprimés dans la charte québécoise et dans la charte canadienne des droits et libertés ", défend Daniel Baril, vice-président du MLQ. "



Les prêtres, quant à eux, refusent de plier les genoux, si ce n'est pour prier... ou pour s'envoyer en l'air. Pas surprenant que plus de 700 prêtres aient été accusés de pédophilie et de viols aux quatre coins de la planète, relèvent nombre de statistiques. Voilà ce que survient quand une institution religieuse telle le Vatican condamne l'instinct sexuel et le mariage des prêtres. L'Église possède, elle aussi, sont lot de perversions et est bien mal placée pour inculquer quelques notions de respect que ce soit aux élèves.

Toutefois, j'aurais tort de ne pas reconnaître les mérites de la religion et du clergé comme la sauvegarde de la langue française, l'enseignement, l'assistance médicale et la préservation du patrimoine, mais cette volonté d'endoctriner - encore aujourd'hui - d'innocents enfants effraie.

Et si, en plus d'un cours d'histoire des religions, l'instruction civique, l'autodéfense intellectuelle, l'auto-critique ou même la philosophie servait d'alternative? " Le fait d'apprendre aux jeunes à réfléchir sur les grands enjeux de la société et de leur enseigner les valeurs humanistes et universelles inculquera à ces jeunes le sens des responsabilités, bien davantage que l'apprentissage d'une religion tissée de mythes et d'éléments apparentés aux sectes ", commente Mme Richard. Qu'est-ce que la

génération de demain a besoin d'entendre? Le mythe des sept péchés capitaux, la définition des mots tabernacle et sacrement, l'histoire de Jésus ou bien le sens des notions d'humanisme et de liberté? Quoi que j'en pense, libre est la population québécoise de privilégier un cours d'histoire des religions plutôt qu'un enseignement à approche philosophique. Et même si l'Église faisait preuve de plus d'ouverture et de compréhension, l'enseignement religieux confessionnel n'a plus sa place au sein des institutions scolaires.

Le réseau de nouvelles LCN affichait récemment des statistiques sur le pourcentage d'élèves inscrits en moral et en religion : 84% assistent aux cours de religion contre seulement 14% aux cours de moral. Selon un analyste de l'Université Laval, certains parents veulent que les valeurs chrétiennes et le sens de l'engagement communautaire de l'Église soient transmis à leurs enfants. Vouloir s'enquérir des valeurs du christianisme relève d'un choix personnel. La majorité des parents qui obligent leurs enfants à suivre le cours d'enseignement religieux ne pratiquent même pas!

"Dépositaire d'un héritage susceptible d'éclairer le chemin de l'humanité sur le front de la vie humaine, l'Église n'arrive cependant pas à sortir d'un discours autoritaire qui transforme l'interdit porteur de sens en simple interdiction. Le déclin de la pratique, la chute des effectifs du clergé et des communautés religieuses et la difficulté de transmettre la foi aux générations montantes a forcément un lien avec le débat sur les cours d'enseignement religieux au Québec. Les fondamentalistes religieux ne cessent d'asséner ce qu'ils tiennent pour l'unique vérité en matière de foi et de morales ", dénonce Nicole Laurin dans un article intitulé *Si l'Église cessait d'interdire* - avortement, contraception, divorce, remariage, homosexualité, etc. - La société n'accepte plus qu'on lui dicte sa conduite morale, et notamment ce qu'elle doit faire ou ne pas faire dans les multiples circonstances de la vie. Dès lors, il faut plutôt nous adresser à notre intelligence et à notre cœur, ce qui fait de nous des êtres de liberté. "

NOUS SOMMES TOUS DES TERRORISTES POTENTIELS

MARTIN MOREIRA

Le 11 septembre a rallumé le spectre des guerres de religions. Contre l'islamisme incendiaire c'est le discours illuminé de la droite chrétienne. La dialectique est évidente mais qu'advient-il de ceux qui doutent et qui préfèrent douter ?

Avant de se poser la question de la place de la religion dans notre société, il serait peut-être intéressant de se poser la question de l'état de la religion elle-même. À ce titre, un ouvrage vient tout juste de paraître en France aux éditions Grasset. Il s'agit du *Religieux après la Religion*, écrit par Luc Ferry, ancien ministre de l'éducation sous Chirac et auteur de *L'Homme Dieu ou le Sens de la vie*, (Grasset, 1996) et Marcel Gauchet, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (en France) et auteur de *La Condition historique* (Stock, 2003).

La religion se transforme, pensent-ils tous les deux, mais pour Ferry il y a "l'humanisation du divin". D'une part, l'époque actuelle serait en fait la retranscription des valeurs chrétiennes dans un vocabulaire humaniste, moins dogmatique, où l'homme serait placé maintenant au centre. D'autre part, il y aurait en même temps une "divinisation de l'humain" qui n'établirait plus une relation verticale de la transcendance avec un au-delà, décrit par des fables, mais une relation transcendantale horizontale, c'est-à-dire entre les hommes eux-mêmes. Il voit une religion basée sur l'avenir, calquée sur les aspirations de l'homme, sur le futur.

De son côté, Gauchet propose une vision historique de la religion. Une interprétation radicalement non religieuse de la transcendance est possible, écrit-il. Nous vivons dans une époque qui nous permet de nous éloigner du divin. Sans être nihiliste pour autant, l'homme est maintenant irrévocablement sans Dieu et un "absolu terrestre" est possible, outre le sacré historique. Pour le sociologue, la religion n'est effectivement qu'une forme primitive d'organisation politique avec ses pro-

pres règles, ses propres hiérarchies et ses propres représentants.

Le contexte laïque d'aujourd'hui ne facilite sans doute pas la tâche du rapprochement entre les croyants d'ici et les croyants d'ailleurs ; les sociétés se radicalisent sournoisement. Que ce soit "l'idéologie athée" dont parlait le pape Jean Paul II ou le conservatisme religieux de certaines églises, ou encore le fanatisme islamique, pour n'en nommer que quelques-uns, il y a des dialogues de sourds qui enveniment un potentiel d'harmonie.

On prête à Malraux l'idée que le 21^{ème} siècle sera "religieux". Jusqu'à maintenant, il semble avoir eu raison. La guerre contre

le terrorisme met en scène "l'axe du mal" défini par George Bush, lui-même vu comme "le grand Satan" dénoncé par les ayatollahs.

Dans le fond, le contexte belliqueux force à l'introspection. Paradoxalement, c'est grâce au terrorisme que

l'on se soucie plus des valeurs, des coutumes, de la liberté (ou combien ambiguë) et enfin, de la transcendance.

Force est de constater que cette lutte contre le terrorisme a poussé vers un retour aux valeurs conservatrices. C'est un changement de cap par rapport à l'époque des droits civiques, amorcée dans les années 60. Le *Patriot Act* mis en vigueur après le 11 septembre aux États-Unis est un exemple d'intrusion et d'empiètement sur les droits individuels.

Le *Religieux après la Religion* tombe alors au bon moment pour nourrir une critique constructive à l'égard du monopole de l'État sur la morale.



LA RECETTE DE LA TRIBUNE TÉLÉPHONIQUE

DIDIER BERT

Prenez une nouvelle. Tirez-en une bonne question. Posez-la à des invités éclairés. Confiez le tout à un animateur partial et documenté. Ajoutez des auditeurs éloquentes. Saupoudrez de bagarre et d'humour. Vous obtiendrez une bonne tribune téléphonique d'affaires publiques.

Telle est la recette qu'ont exposée des animateurs et des recherchistes de tribunes radiophoniques, réunis autour du journaliste du Devoir, Paul Cauchon, pour débattre du thème " les tribunes téléphoniques : spectacle ou information ? " Cette causerie était organisée par la Jonction des étudiants et étudiantes en journalisme et en rédaction, le vendredi 26 novembre au café-bar La Brunante.

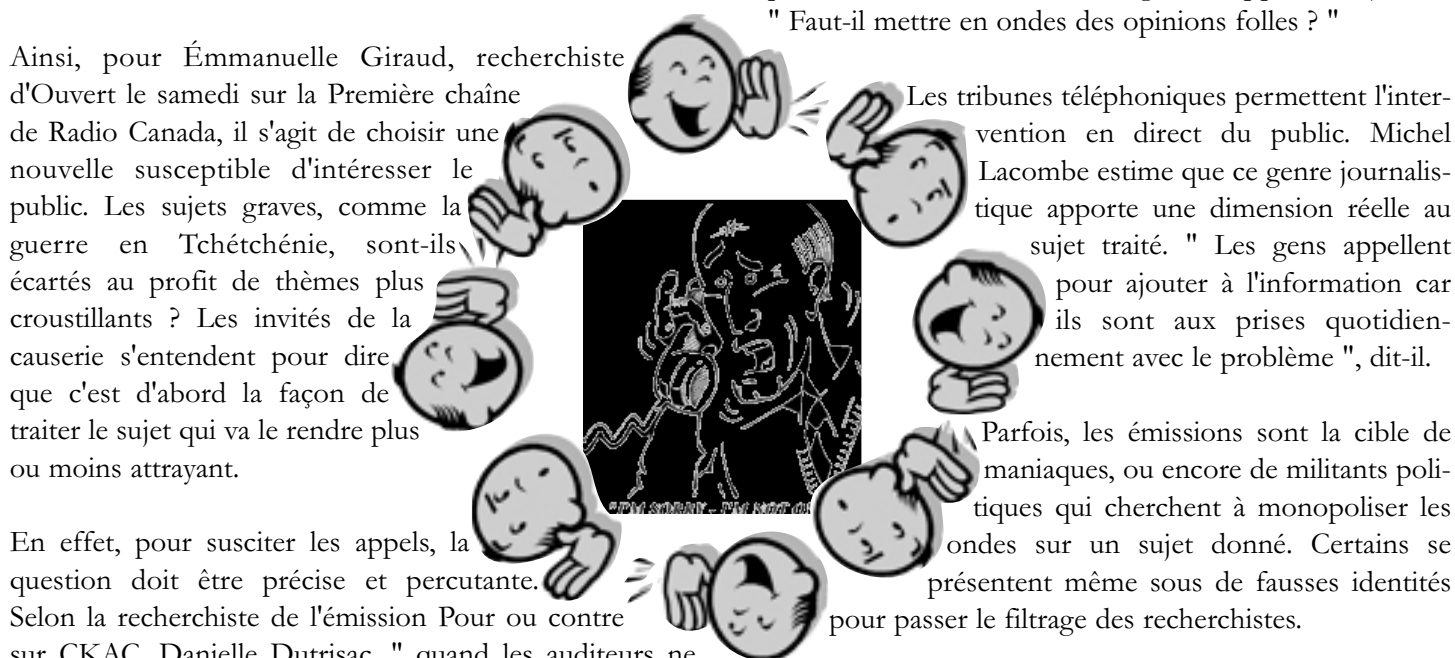
Ainsi, pour Émmanuelle Giraud, recherchiste d'Ouvert le samedi sur la Première chaîne de Radio Canada, il s'agit de choisir une nouvelle susceptible d'intéresser le public. Les sujets graves, comme la guerre en Tchétchénie, sont-ils écartés au profit de thèmes plus croustillants ? Les invités de la causerie s'entendent pour dire que c'est d'abord la façon de traiter le sujet qui va le rendre plus ou moins attrayant.

En effet, pour susciter les appels, la question doit être précise et percutante. Selon la recherchiste de l'émission Pour ou contre sur CKAC, Danielle Dutrisac, " quand les auditeurs ne s'expriment ni pour ni contre, c'est la question qui n'est pas bonne ".

Un travail important de préparation est nécessaire. Les journalistes à la recherche doivent trouver la documentation adéquate. Il leur faut aussi contacter les invités les plus à même de s'exprimer sur le sujet, c'est-à-dire des experts qui soient de bons communicateurs ainsi que l'animateur, ingrédient essentiel.

Vient alors l'heure de l'émission. Le rôle de l'animateur pèse d'un poids important sur la réussite de la tribune téléphonique. Le présentateur de Pour ou contre, Martin Pouliot, dit ne pas croire à l'impartialité de son rôle. " Je prends position. Les gens le savent.(...) L'auditeur a la capacité de penser, affirme-t-il, avant de préciser : Il faut faire preuve d'honnêteté intellectuelle. (...) L'éthique est directement proportionnelle à la quantité d'heures passées dans la préparation."

L'animateur d'Ouvert le samedi, Michel Lacombe, appuie les propos de son confrère en déclarant que " la neutralité est une impossibilité organique ". Selon lui, la prise de position débute lors du filtrage des appels. Il ajoute : " Faut-il mettre en ondes des opinions folles ? "



Les tribunes téléphoniques permettent l'intervention en direct du public. Michel Lacombe estime que ce genre journalistique apporte une dimension réelle au sujet traité. " Les gens appellent pour ajouter à l'information car ils sont aux prises quotidiennement avec le problème ", dit-il.

Parfois, les émissions sont la cible de maniaques, ou encore de militants politiques qui cherchent à monopoliser les ondes sur un sujet donné. Certains se présentent même sous de fausses identités pour passer le filtrage des recherchistes.

Après la tribune, Martin Pouliot et Danielle Dutrisac rencontrent le directeur de la programmation de CKAC, Michel Tremblay, pour évaluer l'émission. Les critères retenus sont le punch des questions, le rythme général, la percussion des invités et de l'animateur, ainsi que le nombre d'appels téléphoniques reçus. Si ces indicateurs sont bons, la recette a fonctionné.

LE RAMADAN

(EXTRAIT DU MÉMOIRE DE SOCIOLOGIE DE M^{LLE} CHRISTELLE INGOUF)

Le Prophète a dit : « Celui qui mange à satiété et laisse son voisin tenaillé par la faim n'est pas un bon musulman »

On peut jeûner comme pénitence, pour avoir rompu un serment et des fautes de ce type, ou comme substitution à des obligations non remplies.

Le jeûne du mois du Ramadan, neuvième du calendrier musulman, est conçu comme une privation de nourriture, mais il s'agit d'une privation voulue et acceptée. Il est le mois sacré, celui de la révélation coranique.

Quatrième Pilier de l'islam, le mois de Ramadan est obligatoire pour tous les croyants, hommes ou femmes, à partir de la puberté. Les malades, les nourrices, les femmes enceintes et les voyageurs en sont exemptés. Les fous et les jeunes enfants n'y sont pas tenus. En revanche, ceux dont l'impossibilité n'est que temporaire, comme la femme indisposée, ou sous traitement médical, doivent remplacer, dans l'année, les jours non jeûnés. Le début du jeûne légal est établi dès lors qu'un fidèle digne de foi aperçoit la formation du croissant de lune.

Le jeûne effectif débute un peu avant l'aube et s'achève après le coucher du soleil, au moment de la première prière du soir. Les fidèles peuvent prendre une collation avant le lever du jour. Des aide-mémoire, largement diffusés, donnent les horaires de début et de fin du jeûne diurne. Ils sont relayés de nos jours par les informations données par les chaînes de radio ou de télévision. Cela est surtout le cas pour les villes, dans les pays musulmans, mais aussi pour les musulmans établis dans des pays non musulmans.

Tant que l'interruption du jeûne n'est pas annoncée, le musulman s'abstient de manger, de fumer et de boire. Il lui est également interdit d'avoir des relations sexuelles, même dans le cadre d'une union légitime. Il en va de même pour toute une série d'attitudes sociales condamnées par la morale commune (médisance, envie, vol, dispute, rivalité ou mensonge par exemples). Commettre ces actes entraîne l'annulation de la valeur spirituelle du rite.

La vingt-septième nuit du mois de ramadan, la « Nuit du Destin », est très importante, car la Révélation intervint lors de cette nuit particulière.

Le Ramadan est également un mois de grâce, de grande ferveur religieuse et une occasion de pardon. L'entraide collective s'y exprime plus ouvertement et plus fréquemment. Les plus fervents parmi les jeûneurs rejoignent les mosquées et s'adonnent, une partie de la nuit, à une prière supplémentaire.

Malgré ces grandes exigences, le mois du jeûne rituel est abordé par les musulmans avec joie, confiance et sérénité.

L'observance de Ramadan ne signifie pas seulement « jeûne individuel », c'est également une manifestation sociale transformant toute la vie publique durant un mois lunaire. Le Ramadan est le mois où la faim rappelle aux riches l'existence des pauvres. C'est un mois d'exercice de la volonté, et pour les meilleurs, de prière et d'instruction religieuse. Une atmosphère de fêtes, surtout familiale (limitées par les ressources restreintes des habitants de pays pauvres), de visites, de dîners, règne pendant la nuit.

« Le travail s'en ressent, car le jeûne diurne et les veillées épuisent tout le monde. L'idée suivant laquelle il faudrait continuer à travailler reste alors tout à fait théorique. Certains pays, comme le Yémen, ont réagi et le travail s'effectue la nuit. Dans les mosquées, il y a des prières spéciales après la prière du début de la nuit noire. Le Coran est fréquemment récité. » [10]

Le Ramadan est pour beaucoup le motif d'une joie profonde et, pour la communauté, un facteur d'unité. Si certains se voient forcés par la pression sociale de pratiquer le jeûne qu'il prescrit, d'autres y souscrivent de plein gré. C'est même un mois de retour à la pratique pour un certain nombre. L'observance de Ramadan varie selon les pays : dans ceux qui se situent à la périphérie du monde musulman, elle était moins suivie qu'au centre. Cependant, avec les transformations de la vie moderne, les exigences du travail industriel et la possibilité pour la prédication d'utiliser les moyens de diffusion (presse, radio), la question du Ramadan peut évoluer dans un sens imprévisible.

LES SUITES...

UN MUR QUI TROUBLE...

C'est souvent sur des sujets sensibles qui touchent généralement le Proche-Orient que la communauté juive de Montréal est sollicitée pour donner son avis sur des événements comme la construction de la barrière. Philippe Elharrar est directeur du Comité Canada- Israël au Québec. Une organisation dont le mandat est de développer une relation forte entre les citoyens canadiens et israéliens.

Pour lui, cette organisation n'a pas " le mandat de remettre en cause les décisions gouvernementales d'un État souverain comme Israël. " Il ajoute que ce pays avec " ses institutions, sa population, ses députés, prend les décisions autonomes qui s'imposent ". Néanmoins, " on peut débattre ou critiquer, au sein du comité, la construction du mur e parce que ce sont des sujets qui nous interpellent directement. " M. Elharrar ne prend pas de détour : " En grande partie il y a un consensus sur le bien-fondé de la construction de cette barrière de sécurité. Il y a surtout consensus sur la question de la sécurité. " Même si la barrière rend la vie difficile pour des milliers de Palestiniens, cette séparation est, selon le directeur, une " nécessité ".

Le directeur des Relations publiques de la Communauté Sépharade unifiée du Québec, Elie Benchetrit, a un discours nuancé. Il avoue que le mur n'est pas la " solution idéale ", mais reste un " moindre mal. " Les séfarades sont francophones et viennent pour 80% du Maroc. À la différence des autres communautés juives, les Sépharades ont gardé un lien très fort à l'égard de leur pays d'origine. " Nous écoutons de la musique arabe qui est pour nous très familière. " Ces Juifs ont vécu dans des pays musulmans. Leurs rites religieux et leur tradition alimentaire sont

suffisamment différents de ceux des Ashkénazes, juifs d'origine européenne, pour leur permettre de revendiquer une spécificité culturelle issue du monde arabo-berbère. Pour M. Benchetrit, le mur " aurait bien entendu plus de raison d'être si elle épousait la Ligne verte, ce qui a fortiori n'est pas le cas. "

Alan Bright, rabbin à la synagogue Shaare Zedek à Westmount, dénonce quant à lui le mur comme une " honte " pour la communauté juive. Son discours, très critique à du gouvernement israélien, s'inscrit dans une vision religieuse qui fustige la volonté de séparation entre les peuples comme contraire au commandement divin. Pour lui, le Premier ministre Sharon " n'est pas un bon chef d'État. Il a ce qu'un dirigeant ne devrait pas avoir : du sang sur les mains. "

" Lorsque qu'un pays, pour se protéger, en arrive à construire un mur de séparation, confie-t-il, c'est qu'il a échoué quelque part. C'est plutôt sur cet échec que nous devrions nous arrêter sérieusement. " Selon Alan Bright, cette conception est partagée par de nombreux juifs qu'il a l'occasion de rencontrer lors de ses offices. " Beaucoup de gens ne sont pas favorables à la construction du mur et on en parle. Je pense que la majorité des fidèles sont de cet avis. "

Les opinions parfois différentes de certains de ses représentants font apparaître que la communauté juive de Montréal ne partage pas forcément les raisons invoquées par le gouvernement israélien pour justifier la construction de la barrière en Cisjordanie.



COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef : Julie Demers

Rédacteur en chef adjoint : Robert Lacerte

Pupitreurs : Normand Bélisle

Collaborateurs : Didier Bert, Julie Demers, Valérie

Durand, Daniel Deschênes, Ismaël Houdassine,

Audrey Major, Martin Moreira

Révision : Robert Lacerte, Julie Demers

Superviseur : Jean-Claude Leclerc

AVIS AUX COLLABORATEURS

Vous voulez participer au prochain numéro ? Envoyez-nous un texte de **3500** caractères, espaces comprises, police *Times New Roman*, 12 points à double interligne, pas d'alinéa. Indiquez le titre de votre article dans la case objet de votre courriel adressé à :

lereporter@ageefep.qc.ca

Le comité de rédaction se réserve le droit de refuser tout article qu'il jugera tendancieux, litigieux ou au contenu inexact. Il se réserve également le droit de corriger tout texte qui lui sera soumis.

**Des commentaires, des questions,
des suggestions ?**

Nous voulons vous lire !

Écrivez-nous à :

lereporter@ageefep.qc.ca

Prochaine date de tombée :

22 mars 2005

Thématique :

À communiquer

Prochaine Jonction :

Vendredi 11 mars 2005, à 18 h

au café-bar *La Brunante*

3200 Jean-Brillant, 2e étage